

Recherches sociographiques



Propos sur les idéologies au Québec

Jean-Charles Falardeau

Volume 17, Number 3, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055728ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055728ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Falardeau, J.-C. (1976). Propos sur les idéologies au Québec. *Recherches sociographiques*, 17(3), 393–402. <https://doi.org/10.7202/055728ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1976

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

PROPOS SUR LES IDÉOLOGIES AU QUÉBEC

Idéologies au Canada français, 1850-1900, ouvrage collectif publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971, 327 p. (« Histoire et sociologie de la culture »); *Idéologies au Canada français, 1900-1929*, ouvrage collectif publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean HAMELIN, Fernand HARVEY et Jean-Paul MONTMINY, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, 377 p. (« Histoire et sociologie de la culture »); Denis MONIÈRE et André VACHET, *Les idéologies au Québec*, préface de Jean-Rémi BRAULT, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, Ministère des affaires culturelles, 1976, 156 p.

Le concept d'idéologie a bien évolué depuis Marx et Manheim. Cette évolution toutefois, dans un très grand nombre de cas, n'a pas signifié amélioration. Peu de concepts dans nos disciplines sont utilisés de façon aussi impénitente et aussi confuse, si bien que l'abondance de son usage est en général inversement proportionnelle à la clarté des définitions qu'on lui suppose *a priori*. Toute réflexion sur un problème social, toute forme de pensée sociale, toute expression d'opinion quelque peu engagée est dite « idéologie ». Aussi voit-on ce concept flotter sur une polysémie sans rivages, souvent remorqué par des argumentations polémiques. Il apparaît comme l'un de ces mots passe-partout qui donne à plusieurs de ceux qui le profèrent l'illusion de la compétence alors qu'il n'est qu'un alibi à la pensée lucide et critique. Trop peu de sociologues semblent, sur ce point, soucieux de rectifier leur tir.

Sans doute, tout concept s'alourdit avec le temps de connotations nouvelles. C'est pourtant le propre du discours scientifique de s'ingénier sans cesse à préciser la portée des termes qu'il emploie de telle sorte qu'idéalement ceux-ci puissent évoquer un ou des référents universellement reconnus par les usagers scientifiques. Il peut sembler naïf mais il me paraît pertinent de rappeler quelques-uns des éléments essentiels qu'implique le concept d'idéologie et au sujet desquels devrait s'établir un plus ferme consensus.

Dans une première perception, l'idéologie apparaît incontestablement comme une « définition de situation » fabriquée dans et par la vie collective. Elle est un discours sur la société formulé, soit par l'ensemble de celle-ci, soit par l'un ou l'autre de ses éléments composants : discours tendu vers une pratique sociale, l'idéologie est expression non seulement d'un état social mais d'un projet collectif d'existence fondé sur une interprétation du passé, organisé en fonction du présent et visant à construire un avenir. Elle ambitionne, par sa cohérence, de poser un sens et énoncer des fins collectives. (Il est instructif, à ce propos, de relire la plus que pénétrante étude de

Fernand DUMONT sur *Les idéologies*, P.U.F., 1976.) D'où la nécessité, pour élucider une idéologie, de la considérer dans ses relations avec les structures sociales. D'où aussi, la délicate difficulté d'établir clairement une méthode qui permette d'atteindre cet objectif sans déséquilibrer la dialectique entre l'une et les autres.

Ces réflexions, si élémentaires soient-elles, peuvent aider à évaluer les trois ouvrages sous observation. En tout premier lieu, le dernier mentionné, celui de Monière et Vachet. Il s'agit dans ce cas, d'une bibliographie que les auteurs ont voulue exhaustive des études sur les idéologies au Québec, parues surtout depuis 1945. Le répertoire comprend 1 008 titres et se complète d'un « Index analytique » qui facilite le repérage des personnes, des mouvements sociaux et des thèmes abordés par ces études. Celles-ci sont d'une grande variété, depuis les essais scientifiques et les thèses universitaires jusqu'aux articles de vulgarisation. Un tel inventaire nous manquait et il sera un utile instrument de travail pour les chercheurs. Utile à condition qu'on l'utilise avec circonspection car il mentionne un bon nombre de références à des études qui n'ont qu'un rapport partiel ou lointain avec les idéologies proprement dites : essais sur la « pensée sociale », études sur l'histoire de la pensée ou sur l'histoire tout court. Au chercheur d'exercer son esprit critique.

Les auteurs sont conscients de cette diversité et ils la reconnaissent dans la « Présentation » dont ils coiffent leur bilan pour en dégager certaines « considérations générales ». Celles-ci sont révélatrices et méritent que l'on s'y arrête pour relever de précieuses indications sociologiques. D'abord celle-ci : que l'on a surprivilié l'étude des idéologies des élites professionnelles et cléricales alors qu'a été presque totalement laissée de côté l'idéologie de la bourgeoisie d'affaires anglo-canadienne (p. 14). En conséquence, « la société canadienne-française semble avoir été perçue comme suffisante et totale », comme si la fraction anglophone n'en constituait pas « une composante essentielle ». Donc, analyses tronquées. Mon collègue Marc-André LESSARD avait déjà attiré notre attention sur ce fait qui demanderait d'abondants commentaires (*Recherches sociographiques*, XII, 3, 1971, p. 383). Mais je continue. On aurait eu tendance, selon Monière et Vachet, à considérer la société québécoise comme si elle était en retrait des courants idéologiques mondiaux, particulièrement de la pénétration par la culture américaine capitaliste (p. 15). Sauf quelques rares exceptions, on ne peut qu'être d'accord avec cette affirmation.

La préoccupation sur laquelle se fonde la seconde constatation recoupe, en l'amplifiant, l'une de mes remarques initiales : nos études sur les idéologies se sont trop arrêtées à leur dimension abstraite plutôt qu'à leur aspect concret. On les a abordées en elles-mêmes sans les rattacher à la structure des classes; on ne s'est préoccupé que du discours supporté par les textes, ce qui a exclus les discours dénués d'un tel support : ceux des classes populaires. Une telle approche herméneutique plutôt qu'épistémologique a aussi fait négliger d'autres formes de discours idéologique, tels ceux des appareils juridiques et politiques, des institutions, de l'urbanisme, etc.

Troisième jugement : un préjugé élitiste a incité à sélectionner les objets d'étude en faveur de la structure sociale « en place », tant celle des élites au

pouvoir que celle de leurs opposants, au préjudice de la pensée des classes dominées : le « monde ordinaire », le peuple des campagnes, les ouvriers.

Pour peu que l'on ait fréquenté les textes sur les idéologies au Québec, ces trois diagnostics semblent difficiles à contredire et il faut savoir gré à Monière et Vachet d'avoir eu la franchise de les formuler. Aussi bien, ne peut-on que souscrire à leur conclusion à l'effet que « beaucoup de travail demeure en plan et [que] de nombreuses voies sont à explorer » (p. 17). On comprendra que j'aie tenu à faire mention en premier lieu de ces constatations générales avant d'aborder les deux autres ouvrages qui lui sont antérieurs, tant pour situer ceux-ci dans une perspective qui puisse les éclairer que pour établir dans quelle mesure ils confirment ou infirment ces jugements d'ensemble.

Notre revue aurait dû parler beaucoup plus tôt de l'un et de l'autre de ces recueils. Leur intérêt est pourtant tel qu'ils méritent que l'on en fasse état malgré un involontaire délai. Il s'agit, dans les deux cas, d'ouvrages collectifs et l'on se souvient que le premier a d'abord paru, à peu près tel quel, sous la forme d'un numéro de notre revue dès 1969 (*Recherches sociographiques*, X, 2-3). Dans l'« Avant-propos » de ce numéro (repris en partie dans le volume), les responsables signalent que la plupart des études qu'il contient sont le résultat d'un séminaire d'étudiants tenu durant l'année 1967-68. Séminaire : c'est-à-dire « atelier de production », mis en marche à partir d'identiques hypothèses et cadres d'analyse. Il s'agit, précise-t-on, de « coups de sonde » destinés, en s'attaquant délibérément à des « positions extrêmes », à circonscrire « les limites du *champ* des idéologies » dans le Québec du XIX^e siècle (p. VII). Nous sommes dès lors prévenus qu'il ne s'agit pas d'un ouvrage de structure organique mais d'un ensemble d'essais hétérogènes quant à leur contenu et à leur signification sociale. Ainsi, de ses quinze monographies ou notes de recherche, neuf sont des analyses de journaux (*Les Mélanges religieux* qui donnent lieu à deux études, *Le Nouveau Monde*, *La Gazette des campagnes*, *L'Avenir*, *La Patrie*, *La Lanterne*, *Le Courrier du Canada*, auxquels on peut associer les *Annales de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec*); cinq résument la pensée de personnages importants à un titre ou à un autre (M^{sr} L. F. Laflèche, Louis-Antoine Dessaulles, Médéric Lanctôt, Le P. Zacharie Lacasse o.m.i., L. O. David); une autre, la première dans l'ordre de présentation et l'une des plus instructives, récapitule « la structure idéologique » des manuels québécois de pédagogie. L'éventail est impressionnant mais risquerait de n'être qu'un assemblage de textes s'il n'était pas axé, dès le début, sur deux chapitres qui en assurent une certaine cohésion.

En premier lieu, le chapitre d'ouverture de Fernand DUMONT qui propose « Quelques réflexions d'ensemble » et pourrait tout aussi bien (peut-être mieux) servir de conclusion puisqu'il reconstitue le scénario historico-social selon lequel se sont déroulées les alternances idéologiques de notre XIX^e siècle. Chapitre à lire et à relire, qui correspond éminemment aux postulats que j'évoquais au début et que signalent Monière et Vachet. Après avoir évoqué de semblables postulats, Dumont relie les idéologies dominantes de l'époque aux motivations profondes des élites dont elles furent l'expression et à l'état global de notre société — une société qui

n'avait guère la possibilité de formuler ses « options fondamentales » autrement que par l'intermédiaire de telles élites. Les années 1850 semblent bien marquer un « tournant » pour autant que s'y révèle, presque tragiquement, une prise de conscience nouvelle des impasses et des dilemmes dans lesquels se trouvait traquée notre société : en particulier, le choix à opérer entre le progrès qu'aurait signifié une réorientation radicale du côté américain ou le maintien d'une nation spécifique. Cette analyse est prestement menée et elle s'arrête plus longuement aux deux pôles extrêmes des courants idéologiques de cette époque : le libéralisme radical, la droite ultramontaine, laquelle aura finalement le dernier mot, dicté par le clergé triomphant « imperméable aux changements de l'économie et de toute l'infrastructure » (p. 12).

Le second chapitre de Jean HAMELIN et Yves ROBY sur « l'évolution économique et sociale du Québec de 1851 à 1896 » n'est pas aussi organiquement relié aux études qui suivent mais il a le mérite de décrire les transformations de cette infrastructure de la société québécoise. Analyse objective et minutieuse qui redit, pour ceux qui l'auraient oublié (n'est-ce pas le cas de la plupart d'entre nous ?) l'impact de l'évolution de l'infrastructure sur les diverses couches de notre société. Les auteurs, en conclusion, cherchent à établir quelques liens entre ces courants économiques ou démographiques et les idéologies des élites. L'exode rural massif qui caractérise cette période laisse les élites dans l'impuissance de le juguler et cette impuissance même « marque le climat . . . idéologique » du dernier tiers du XIX^e siècle (p. 21). Les disparités régionales s'accroissent dans le monde rural; des types sociaux nouveaux y apparaissent; l'industrialisation donne naissance à un prolétariat ouvrier et n'améliore guère le statut de la classe marchande francophone qui demeure distancée par ses dominateurs anglophones. Les élites traditionnelles (entendons : professionnelles) demeurent accrochées à des modèles de chrétienté rurale (p. 24). « Le retard du social sur l'économique contribue à accentuer le retard du mental sur l'économique » (*id.*). On souhaiterait que ces pistes soient davantage explorées et que soit moins sommairement esquissé le drame social que l'épilogue résume en évoquant le « broyage des structures sociales » et le « retard accusé des mentalités » au début du XX^e siècle (p. 25).

Le chapitre sur les manuels de pédagogie, ai-je dit, est l'un des plus révélateurs pour autant que l'auteur, Vincent Ross, rend compte des cinq traités (Valade, Langevin, Rouleau-Magnan-Ahern, Ross, Vinette) qui ont servi de guides aux instituteurs qui ont formé, à l'école élémentaire, quatre ou cinq générations de jeunes Québécois. L'idéologie de ces manuels est abordée dans sa structure interne et selon les étapes de son évolution. Évolution pourtant bien peu dynamique si l'on considère les thèmes successifs qui en ont dominé l'inspiration : la mission divine et sacerdotale du maître; le modèle idéal qui s'ouvre à la diversification des tâches; l'apparition de la dichotomie campagne-ville qui n'en met pas pour autant en cause le monolithisme d'une primauté de la religion; le providentialisme qui revêt une argumentation thomiste; le dogmatisme enveloppé par le nationalisme et la permanente dominance d'un ordre sacré ! Vincent Ross a grand mérite de nous avoir fait connaître, presque avec virtuosité, les te-

nants et les aboutissants des véhicules idéologiques que furent les manuels de pédagogie. Si l'on en juge par « la représentation unitaire de la situation sociale » (p. 52) qui a prévalu dans notre société jusqu'à une très récente époque, on n'a pas à s'interroger longuement sur la fidélité avec laquelle ces *mass media* privilégiés ont été utilisés par les enseignants ni sur la soumission de leurs destinataires ultimes, les jeunes enseignés . . .

Il est évidemment impossible de rendre justice par le détail à chacun des quatorze autres essais. Bien qu'ils soient disparates, la lecture les reconstitue progressivement en une mosaïque d'un dessin ordonné, ne serait-ce que parce qu'en général, ces exposés d'idéologies suivent l'ordre chronologique de leur expression historique. On n'explique pas suffisamment pourquoi ces idéologies prirent naissance mais le chapitre de Fernand Dumont avait apporté à cette question une catégorique explication : si seules les élites étaient en mesure de définir la situation du « peuple ordinaire », leurs conflits d'opinion ne pouvaient que lui passer par dessus la tête. On aimerait quand même être davantage renseigné à ce propos. Ainsi, quelle fraction de la population était rejointe et influencée par les journaux dont on parle ? De ceux dont on mentionne le tirage, seule *La Gazette des campagnes* atteignait, en 1875, un maximum d'environ 14 000 abonnés; la plupart des autres gravitèrent, dans leurs meilleures périodes, autour de la moyenne de 1 000 souscripteurs ! La diffusion des idéologies, même parmi l'élite intellectuelle, a-t-elle été un phénomène à ce point raréfié ?

Deux autres raisons concourent à l'unité relative du volume. D'une part, même si l'« Avant-propos » mentionnait un cadre analytique élémentaire celui-ci n'a heureusement pas été utilisé servilement par les auteurs (à signaler, en particulier, les exposés de Gérard BOUCHARD, sur *Le Nouveau Monde*, et de Pierre GALIPEAU, sur *La Gazette des campagnes*) : d'où, une grande flexibilité d'analyse qui « colle » fidèlement aux sujets traités, qu'il s'agisse des journaux ou de portraits de personnages. D'autre part, tant les premiers que les seconds se regroupent (pouvait-il en être autrement ?) par rapport aux deux « pôles extrêmes » qu'a dégagés Fernand Dumont : l'ultramontanisme ou le conservatisme, le radicalisme ou le libéralisme (au moins trois auteurs insistent explicitement sur ceux-ci : Christine PIETTE-SAMSON, dans son étude sur Dessaulles, p. 229; Jean-Guy GENEST, en parlant de *La Lanterne*, p. 246; Magella QUINN, dans son portrait du Père Lacasse, p. 275). Il est toutefois curieux de constater que cinq des sept journaux analysés sont ultramontains ou conservateurs alors que trois des cinq personnages sont des libéraux ou des radicaux (Dessaulles, Lanctôt, L. O. David). La proportion des journaux est sûrement davantage représentative que celle des personnages de l'ensemble du paysage intellectuel de l'époque.

Aussi bien, s'agissant de cette dichotomie fondamentale de notre XIX^e siècle, on déplore qu'aucune étude ne soit consacrée à l'Institut canadien. Cette institution fut pourtant le lieu d'expression, le cadre de formation, la tribune de diffusion des idées nouvelles de deux ou trois générations de jeunes intellectuels canadiens-français. Une évocation, même sommaire, de sa genèse et de son évolution n'eût-elle pas été une occasion en or d'inscrire l'élaboration des idéologies dans le contexte d'une portion encore fluide de

notre société et de remonter à quelques sources sociales de l'opposition aux dictats de la toute-puissante pensée officielle de l'Église ? Il faudra un jour élucider avec plus d'attention par quels cheminements les « dilemmes » ont été engendrés ici non seulement par des sources européennes mais par de profondes sources locales, y compris, dans un grand nombre de cas, nos propres collèges classiques.

Abrégeons à ce point nos remarques en marge de ce livre dont il y aurait encore beaucoup à dire, tant de ses qualités que de ses faiblesses (parmi ces dernières : certains déséquilibres tel, par exemple, celui qui met deux années de *La Patrie* ou de *La Lanterne* sur un pied d'importance apparemment égale à celle des autres journaux; parmi les premières, une excellente section d'« Orientations bibliographiques » par André BEAULIEU et Jean HAMELIN, pp. 303-319, ainsi qu'un « Index » des noms propres). Sa principale carence, je l'ai déjà laissé entendre, est qu'il se tient trop exclusivement au niveau abstrait dont parlent Monière et Vachet : on aimerait, au moins, qu'aux frontières du champ des idéologies surgisse un faisceau d'interprétations des modalités de la culture de notre société et de la nature des agents ou des groupes dont celles-ci ont été l'expression. Tel quel, cependant, ce volume contient quelques fortes études qui le classent parmi les bons ouvrages d'analyse historique et enrichissent notre connaissance du XIX^e siècle.

Celui qui lui fait suite, *Idéologies au Canada français : 1900-1929*, est loin d'être égal en mérite. Les causes du contraste sont nombreuses. En premier lieu, le décalage entre les deux chapitres d'introduction (Fernand DUMONT, « Du début du siècle à la crise de 1929 : un espace idéologique »; Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, « Québec 1896-1929 : une deuxième phase d'industrialisation ») et les onze autres chapitres d'analyses dont on dirait que les auteurs n'ont pas lu les précédents ou, qu'en tout état de cause, ils n'ont pas capté (ou si peu !) l'ensemble des caractères de cette période. Celle-ci est pourtant judicieusement découpée (la guerre du Transvaal au début, la crise économique à la fin), encore qu'elle ne soit pas si homogène qu'on le laisse entendre après 1920.

Arrêtons-nous d'abord à ces deux chapitres qui, tout en paraissant d'accord sur certains points, divergent curieusement dans l'interprétation globale de la période. Pour ma part, je répète depuis assez longtemps (et je ne suis pas le seul) que nos vingt premières années de ce siècle n'ont été que la continuation du précédent. C'est ce que rappellent aussi Hamelin et Montminy lorsqu'à la suite de l'exposé des cycles économiques de cette « deuxième phase d'industrialisation », ils signalent que « le matériel (*sic*) idéologique révélé par les imprimés de la période 1901-1929 est très globalement identique à celui du dernier quart du XIX^e siècle » (p. 25) et, qu'en conséquence, on peut fort bien en voir la « trame de fond » dans le fameux sermon de M^{sr} L. A. Paquet en 1902 (pp. 25-26). D'où, prétendent-ils avec raison, « l'étrange hiatus entre un Québec devenu industriel et des Québécois demeurés culturellement traditionnels et ruraux » (p. 25).

De son côté, Fernand Dumont met en cause ce postulat. Les phénomènes de l'industrialisation et de l'urbanisation ont forcé, écrit-il, les idéologies déjà mises en place (au XIX^e siècle) « à manifester leur

virtualité . . . à révéler les contradictions profondes de notre collectivité » (pp. 1-2). Le propos est elliptique tout autant que me semble fragile l'argumentation par laquelle Dumont cherche à l'étayer. L'évolution économique, prétend-il encore, a fait des Québécois de cette période, citadins sans être urbains, des êtres « étrangers » dans leur propre demeure (p. 2, 7), incapables de comprendre le sens de ce qui leur arrivait. Ce fut l'œuvre des idéologies de rappeler « une continuité de sens » de l'histoire en faisant appel aux archétypes traditionnels (p. 9). « La constante recherche d'une doctrine marque cette période » (p. 9). Les « coutumes héritées » deviennent une « tradition » plus abstraite : la doctrine, contrepartie des personnages, trouve son assise dans la seconde (p. 10). D'où, un « déplacement » de la société entière « vers la sphère idéologique » (*id.*). Je ne vois rien dans cette analyse qui contredise l'idée d'une continuation du XIX^e siècle. Par contre, on attendrait plus d'exemples et d'explications du fait que « le champ idéologique » de cette période « n'a rien d'immobile » (p. 13); que ses thèmes ont sans cesse bougé (*id.*). Bougé dans quel sens ? Pourquoi, au contraire, les appels d'Errol Bouchette et d'Édouard Montpetit n'ont-ils pas été entendus ? Le lecteur demeure perplexe et Fernand Dumont, dans son affirmation finale nous ramène en quelque sorte au point de départ en évoquant une collectivité qui, « pour parer aux contradictions multiples qu'elle affronta, a tenté justement de suggérer qu'elle était un système » (p. 13). Ne sommes-nous pas reportés ainsi à un abstrait sociologique qui renvoie forcément aux élites qui ont défini et commandé ce système ? On aimerait savoir pour quelles raisons ce « système » des élites a été accepté par la collectivité. Je ne suis sans doute pas le seul à être convaincu que celle-ci en a été tout à fait ignorante. Et nous voilà au rouet. Tout au moins, au hiatus dont parlent Hamelin et Montminy. Vraiment, nous en savons trop peu sur cette époque (Dumont le reconnaît).

Les études empiriques de ce volume auraient dû nous en apprendre davantage mais, sauf deux ou trois exceptions, elles sont tristement lointaines de ces problématiques. C'est pourquoi j'ai parlé de décalage. Ces études sont pourtant de même nature que celles du volume précédent : recherches d'étudiants qui ont tenté en séminaire d'identifier, selon une grille uniforme, des lieux sinon des sources d'idéologies. Elles sont réparties en douze chapitres : sept sont consacrés à des journaux ou des revues (*Le Canada, La Croix, L'Union, Le Nationaliste, Le Franc-Parleur, L'Action catholique, L'Action française*, auxquels on peut en associer un huitième, celui qui traite de « La fondation de l'A.C.J.C. » puisque l'esquisse de l'idéologie de cette association est essentiellement fondée sur sa revue *Le Semeur*); trois portent sur des personnages, Henri Bourassa (deux chapitres) et M^{re} Louis-Adolphe Paquet; un autre, enfin, surtout de caractère documentaire, retrace l'histoire de « L'action politique ouvrière : 1899-1915 ».

L'ensemble est décevant. D'abord parce que, pour on ne sait quelle raison, les analyses ne se suivent pas selon l'ordre chronologique des sujets qu'elles abordent (journaux, personnages, mouvements) : ainsi, toute possibilité de reconstituer une progression, une régression ou une continuité est brouillée. En second lieu, des divers imprimés sous observation, on

n'étudie en général que les textes de deux années, au plus quatre de leur parution, sans donner dans la plupart des cas de raisons vraiment pertinentes de ces découpages : pourquoi se pencher sur *La Croix* de 1923-1924 alors que le journal a été publié de 1903 à 1937 ? Pourquoi *Le Nationaliste* de 1908 et 1909 alors que le journal a été fondé en 1904 ? Etc. L'arbitraire de ces choix décompose plutôt qu'il ne reconstitue l'esprit ou les tendances de la période dont Fernand Dumont a annoncé qu'elle constituait un « espace idéologique ». Des bouts de sentiers ne suffisent guère à identifier un espace. Enfin, l'espèce d'automatisme avec lequel la plupart des auteurs ont utilisé la grille réduit leurs propos au niveau de schèmes scolaires. Le caractère répétitif des thèmes et des sous-thèmes laisse erronément le sentiment que ceux-ci ont eu dans tous les cas la même importance et que le colimateur unique a empêché de percevoir soit l'existence, soit l'intensité d'autres thèmes davantage significatifs. Ces carences sont notables dans les analyses des journaux *Le Canada*, *La Croix*, *Le Nationaliste* et *L'Action catholique*. En particulier, l'étude sur *Le Nationaliste*, lequel a largement navigué dans le sillage de Bourassa, devrait davantage souligner la continuité entre les propos de celui-ci et les idéologies du XIX^e siècle.

D'ailleurs, dans la perspective même qui est avec raison proposée par Fernand Dumont, à savoir, qu'il faut replacer toute idéologie « dans le contexte dont elle est à la fois le *produit* et le *complément* » (p. 2; c'est moi qui souligne), plusieurs questions capitales qui devraient être au moins posées ne le sont pas, par exemple : à quoi rattacher l'incroyable attitude antisémite affichée par *La Croix* et *L'Action catholique* ? quelles fractions ou quels groupes de la population représentaient les vues de *L'Union* en matière d'éducation ? On pourrait multiplier ces interrogations, c'est-à-dire, du même coup, les raisons pour lesquelles ce livre nous laisse insatisfaits. À condition de le comprimer et de le solidifier, on aurait pu en faire un bon numéro de revue : pas un livre.

Tel quel, il est en partie racheté par trois solides études : les deux qui traitent d'Henri Bourassa (Joseph LEVITT, « Henri Bourassa : the Catholic Social Order and Canada's Mission »; Jean DROLET, « Henri Bourassa : une analyse de sa pensée ») et celle qui résume l'œuvre de M^{gr} L. A. Paquet (Yvan LAMONDE, « Un almanach idéologique des années 1900-1929 : l'œuvre de Monseigneur L. A. Paquet, théologien nationaliste »).

Levitt burine avec grande circonspection un portrait fidèle de cet homme en apparence énigmatique que fut Henri Bourassa, l'un des rares entraîneurs de type charismatique que nous ayons possédés. Il en retrace les dilemmes, le pragmatisme enveloppé d'idéalisme purement oratoire, le nationalisme pan-canadien, surtout le conservatisme et l'aristocratie fondamental. Bourassa n'a pas été démocrate dans aucun sens du terme. D'où alors est venue la vertu charismatique de cette grande voix du Canada français durant plus de quinze ans ? Justement de son éloquence. Bourassa ou le verbe fait chair. Car il a aussi été, ne l'oublions pas, l'un des grands « évêques » du Canada français. Bourassa a proclamé à temps et à contre-temps l'essentiel des postulats religieux et moraux de l'Église québécoise, ce qui fait de lui l'un des principaux facteurs de continuité avec le XIX^e siècle de Bourget et de Lafleche. Que sa pensée ait comporté de nombreuses

« inconsistances », comme le relève l'analyse par ailleurs assez faible de Jean Drolet, nous ramène sans doute aux « contradictions multiples » de notre société mentionnées par Dumont. L'influence percutante de la parole de Bourassa nous est surtout une évidence de la solidité ecclésiastique de l'architecture mentale de notre société. Si, par ailleurs, le nationalisme « canadien » de Bourassa a été inspirateur du nationalisme canadien-*français* d'Asselin et de Groulx, c'est en d'autres lieux qu'il faut chercher les causes de cette inévitable dérivation. Ce volume n'en parle pas.

Quant à M^{gr} L. A. Paquet qui fut, lui, conseiller d'évêques, Yvan Lamonde rappelle fort justement qu'il a été « représentatif de son époque » (p. 255), plus précisément d'une « société à élites » relativement homogène (*id.*). Le schème-clé de sa pensée est celui d'une médiation entre les « principes » romains et l'« action » à poursuivre ici et maintenant (p. 255). De nouveau, nous sommes en pleine Église et il faut être ignorant de notre histoire pour s'en étonner (« on a mis tout le peuple au collège », écrivait jadis à notre sujet Pierre-Henri Simon !). Cette Église québécoise était demeurée ultramontaine dans ses fibres et ses réactions les plus intimes malgré les épisodiques prises de bec entre Québec et Montréal. Elle s'était constituée en la suprême élite, dominante et dirigeante, de la collectivité et M^{gr} Paquet ne fit que traduire en la renforçant cette fonction, en l'ancrant encore davantage dans ce que Lamonde appelle gentiment « l'axe Québec-Rome » (p. 253). M^{gr} Paquet a simultanément incarné les papes et Saint-Thomas. Personne ne pouvait dire mieux à l'époque.

Dans cet amalgame de textes, l'histoire de « L'Action politique ouvrière, 1899-1915 » prend figure de hors-d'œuvre. En effet, elle surgit *ex abrupto* sans rien qui la prépare ou la rattache aux autres études. Elle est cependant d'un intérêt capital puisque le Parti ouvrier, fondé en 1899 et relancé en 1904 fut, avec les Chevaliers du travail des années 1880, la première manifestation « comme classe sociale » des travailleurs québécois (p. 267). Chapitre éminemment instructif sur les relations entre ce parti et les syndicats « internationaux » : on aimerait d'ailleurs savoir s'il y eut aussi des contacts, et de quelle nature, avec les premiers syndicats confessionnels. Tel quel, il suffit à illustrer de façon pathétiquement éloquente le divorce entre les idéologies élitistes et le presque anonyme univers ouvrier. Si l'on ne s'en doutait pas, on apprend à mieux connaître les « méchants » que vilipendaient M^{gr} Paquet, Bourassa, Groulx, l'A.C.J.C., l'École sociale populaire, etc.

Au terme de l'inventaire de ces deux volumes, il n'est pas inutile de reprendre brièvement la question posée au début : dans quelle mesure contribuent-ils à étayer, ou non, les propositions générales de Monière et Vachet ? Sans aucun doute, ils n'effleurent d'aucune façon les idéologies du monde anglophone canadien ou québécois pas plus qu'ils ne font allusion à celles du capitalisme américain. Ils font cependant état de certains courants mondiaux, au moins français, particulièrement de l'ultramontanisme qui est chez nous un produit d'importation. Bien qu'une hirondelle ne fasse pas le printemps, ils sont aussi alertés, ne serait-ce qu'épisodiquement, aux courants de pensée du monde ouvrier. De nouveau, enfin, il faut reconnaître qu'ils demeurent accrochés « abstraitement » aux discours supportés par les

textes, essentiellement ceux des élites. Mais à ce point on peut poser la question d'une autre manière : dans une société telle que le fut la nôtre jusque vers les années 1920, n'était-il pas inévitable que les études d'idéologies commencent d'abord par cette portion la plus visible et la seule écrivante de nos structures sociales ? Je reconnais que ce découpage sociologique est insuffisant et qu'il faudra bien, le plus tôt possible, mettre en chantier des études plus globales sur ces questions. Les sociologues ont du pain sur la planche.

Jean-Charles FALARDEAU

*Département de sociologie,
Université Laval.*